ne nouvelle pour les habitants du Pays Basque ?

Avant même d'accepter la décentralisation, il faudrait d'abord régler la question des structures politiques territoriales, à commencer par la définition même de leurs territoires, en fonction de critères qui ne seraient pas purement géographiques, ou économiques, mais en tenant compte de l'histoire de ces territoires et de leurs habitants.

Il ne s'agit pas de revenir forcément aux provinces de l'Ancien régime. C'est un argument qu'on entend souvent dans les débats. Mais simplement de consulter démocratiquement les gens pour voir quel est le maillage territorial qui correspond le mieux à leurs besoins.

Les Basques aussi ont des problèmes "français"...

Ce dont on a le plus parlé a été le transfert des personnels ATOS, non enseignants, vers les départements et les régions. Or, s'il s'agissait seulement de ça on n'en voit pas l'intérêt même d'un point de vue bureaucratique pour l'Etat. Car on peut déconcentrer la gestion des personnels techniques de lycées et collèges, sans pour autant les faire sortir de la fonction publique nationale. S'il l'a fait (l'Etat) c'est que c'est un ballon d'essai pour régionaliser la totalité du dispositif et y compris le recrutement des professeurs et des instituteurs, avec tout ce que cela peut poser comme problèmes pour l'unité des programmes et la valeur nationale des diplômes.

Mais si l'on se place d'un point de vue abertzale il va de soi que cette départementalisation ou régionalisation n'apporterait rien pour la promotion et la défense de la langue basque, parce que d'une part il s'agirait de l'Aquitaine telle qu'elle est découpée aujourd'hui et des Pyrénées Atlantiques.

On peut prendre un autre exemple : vous savez bien, ici, que la TERisation de la SNCF n'a rien apporté de bon pour la défense de l'identité et d'une meilleure organisation de l'espace géographique Pays Basque. Je suppose que vous en savez plus que moi sur les démêlés actuels des Démos. Et plus généralement, ni le néojacobinisme —j'emploie ce terme pour le distinguer du jacobinisme révolutionnaire de 1793— ni le néolibéralisme n'ont que faire des petites langues et des petits peuples non rentables, et pour toutes ces raisons, le mouvement abertzale avait toute sa place dans le mouvement pour la défense des services publics.

Et je crois également que nous devons analyser avec attention les résultats des dernières élections régionales. Le Pays Basque a, je crois, participé dans les mêmes proportions que les autres "pays" de France, à la vague rose des élections régionales, et un commentateur de notre journal préféré à tous, *Sud-Ouest*, en a conclu d'ailleurs que la particularité basque n'avait plus aucune importance, que tout se passait comme si les habitants du Pays Basque s'en fichaient complètement. Je crois que ce monsieur a complètement tort, mais il n'en reste pas moins que les élections régionales ont montré que les habitants du Pays Basque ont comme les autres habitants de France des problèmes "français" : le chômage, la spéculation immobilière, la Sécu, la crise du système scolaire, la privatisation des services publiques, etc.

Cela pointe une question stratégique qui est celle de réunir en un même mouvement social les aspirations identitaires et les aspirations sociales. Ce qui revient à comprendre d'ailleurs que les aspirations identitaires ne sont rien d'autre que des aspirations sociales. Et qu'elles n'ont strictement rien à voir avec le sang, avec l'âme, avec les gènes, ou avec l'hérédité. Ce sont des aspirations sociales comme les autres, tout simplement parce que les sociétés vivent sur un sol, on n'est pas du tout dans une logique de droit du sang. On est bien dans une logique de droit du sol, et c'est parce que le sol, de par l'histoire provoque des phénomènes d'identification, de proximité, bref provoque des phénomènes d'appartenance. Alors bien sûr l'aspect culturel est fort, mais sur le fond il est limpidement social. On n'est pas du tout dans une logique de droit du sang malgré ce qu'on entend dire des détracteurs dire, dès que l'on parle de revendications identitaires quelles qu'elles soient.

Nouveauté de la mondialisation

Après cette entrée en matière je voudrais faire un grand bond et revenir sur l'analyse de la mondialisation elle-même. On voit dans de nombreux écrits que la mondialisation finalement, aurait toujours existé, depuis les grandes découvertes, et que l'on ne serait que dans un phénomène d'accélération de cette mondialisation, d'amplification de ce phénomène, et que ce ne serait finalement qu'un phénomène quantitativement plus fort et non pas qualitativement nouveau.

Il est certain que depuis les foires médiévales, depuis les grandes découvertes, depuis le capitalisme colonial de la fin du XIX^{e} et du XX^{e} siècle, on a toujours eu des phénomènes d'expansion du mode de production capitaliste, et il est aussi certain que la mondialisation est aussi un phénomène d'expansion du mode de production capitaliste. Mais au sein de cette grande catégorie "d'expansion du mode de production capitaliste", je crois qu'il y a des caractéristiques bien différentes, y compris de l'impérialisme, telles qu'on les a connu à la fin du XIX^{e} et au XX^{e} siècle.

En effet, tout à fait au départ, l'expansion a été le fait du capital marchand. Ça a été le capital mercantile et la traite servile pour l'Afrique ; cela a été l'asservissement des sociétés indiennes et d'Amérique du Sud. Ensuite ça a été l'impérialisme lui-même avec le capital industriel et de plus en plus pointant son nez, le capital bancaire ; mais ces deux derniers ont tendu à fusionner au sein du capital financier et je crois que c'est ce capital-là, qui sans supprimer les autres, —et donc sans supprimer les différents secteurs sociaux au sein des éléments vraiment bourgeois—, a aujourd'hui l'hégémonie au sein des secteurs capitalistes.

Je ne suis pas du tout du genre à sous-estimer les conquêtes démocratiques partielles —et si nous jouissons de certaines conquêtes démocratiques, c'est grâce à des luttes sociales de nos ancêtres. Mais aujourd'hui, pour être bien clair, nous vivons dans ce qu'on peut appeler la dictature mondiale du capital financier. C'est-à-dire que nous sommes libres de contester tout ce qui ne remet pas en cause cela. Mais à partir du moment où on sortirait de ces marges, ça irait très mal et ça va très mal pour les peuples qui cherchent à en sortir.

Or, je crois que là il y a un phénomène nouveau, car c'est bien la première fois que le capital financier est hégémonique dans le capitalisme. Or le capital financier ne se rémunère pas de la même manière que le capital marchand ou le capital industriel. Le capital marchand se rémunère par un bénéfice commercial ; le capital industriel par l'extraction de la valeur de la plus-value ; le capital finan-